

17/06/08

## **CONSULTATION ARCEP CONTRIBUTION DE LA SOCIETE SOGETREL**

### QUESTION 1 : SUR LES RESPONSABILITES QUI INCOMBENT A L'OPERATEUR D'IMMEUBLE

#### Rappel :

L'opérateur d'immeuble est la personne autorisée à installer, exploiter et assurer la maintenance de la fibre optique. C'est le seul acteur autorisé, peu importe qu'il ait la qualité d'opérateur au sens de l'art. L. 33-1 du CPCE.

Son institution a pour objet de créer un interlocuteur unique pour le copropriétaire, le gestionnaire d'immeuble et les opérateurs.

#### Difficulté identifiée :

L'obligation faite aux promoteurs immobiliers d'assurer l'équipement en fibres optiques des immeubles à construire leur est imposée sans prendre en compte les programmes de déploiement FTTH des opérateurs L. 33-1 du CPCE.

Aussi, si le programme immobilier n'est pas réalisé dans une zone où un opérateur L. 33-1 développe un réseau FTTH, l'obligation qui pèse sur l'OI de raccorder l'immeuble au réseau ouvert au public dans un délai d'un an sera impossible.

Il sera dès lors tout aussi impossible pour le promoteur immobilier, le propriétaire ou le gestionnaire d'immeuble de confier la mission d'OI à un tiers non opérateur L. 33-1 car ce dernier sera dans la même impossibilité d'assurer un raccordement dans un délai d'un an au réseau ouvert au public.

#### Préconisation :

Afin d'inciter et surtout de permettre aux promoteurs immobiliers, propriétaires et gestionnaires d'immeuble de respecter leurs obligations légales et réglementaires, il serait préférable de limiter la qualité d'OI à l'opérateur qui a vocation, à exploiter, assurer la maintenance et à raccorder le réseau interne de l'immeuble au réseau FTTH ouvert au public et donc aux opérateurs L. 33-1 du CPCE.

### QUESTION 2 : DE LA PROPRIETE DE L'OPERATEUR D'IMMEUBLE SUR L'INTEGRALITE DE LA FIBRE DEPLOYEE DANS L'IMMEUBLE

En raison de la préconisation faite à la première question, il paraît nécessaire de prévoir la possibilité d'un transfert de propriété différé.

Tant que le propriétaire ou le gestionnaire de l'immeuble ne peut, en raison de l'absence de réseau FTTH à proximité raisonnable de l'immeuble, trouver un OI, la propriété du réseau en fibres optiques de l'immeuble doit pouvoir appartenir au propriétaire de l'immeuble ou à un tiers. A charge pour ces derniers de transférer la propriété de ce réseau interne à l'OI lorsque les conditions sont réunies pour que les responsabilités mises à sa charge puissent être respectées (autrement dit lorsqu'il lui sera possible de raccorder le réseau de l'immeuble au réseau ouvert au public dans le délai d'un an).

#### QUESTION 6 : SUR LE SCHEMA PROPOSE POUR LES PROCESSUS D'INTERVENTION DANS LES IMMEUBLES

##### Difficulté :

Si le schéma laisse apparemment supposé que le gestionnaire ou le propriétaire d'immeuble n'aura qu'un seul interlocuteur : l'OI, dans les faits le schéma proposé le confrontera à une multitude d'intervenants : les sous-traitants (ST). En effet, chaque opérateur commercial (OC) demandera à l'OI d'agréer chacun de ses ST. Aussi, sur le terrain, tous les ST de chaque OC solliciteront le propriétaire ou le gestionnaire de l'immeuble pour l'accès à son réseau interne.

A titre d'exemple : un client qui souhaitera changer d'OC générera l'intervention du ST de l'OC qu'il quitte et le ST de l'OC qu'il vient de choisir. Pour le propriétaire ou le gestionnaire de l'immeuble cela représente l'obligation de permettre l'accès à deux ST pour une opération qui peut être conduite par un seul ST.

##### Préconisation :

Afin de faciliter sa tâche et de permettre dans les faits que le propriétaire ou le gestionnaire n'est qu'un unique interlocuteur lors des interventions dans l'immeuble, il paraît nécessaire d'imposer un unique ST pour chaque immeuble. Le gestionnaire ou le propriétaire n'auront à traiter qu'avec un seul ST pour gérer les accès aux immeubles.

Dans ce contexte, le schéma contractuel peut laisser une certaine liberté à l'OI et aux OC : soit l'OI est le seul lien contractuel avec le ST, soit le ST est en relation contractuelle directe avec les OC.

#### QUESTION 9d : SUR L'INSCRIPTION DE L'ENGAGEMENT DE MUTUALISATION DANS LA CONVENTION AVANT L'ADOPTION DE LA LOI SUR LA MODERNISATION DE L'ECONOMIE

La proposition de l'ARCEP répond à la nécessité de permettre la plus large mutualisation des réseaux avant l'intervention de la loi sur la modernisation de l'économie. Sa mise en œuvre serait souhaitable, d'autant plus qu'un certain nombre de travaux de déploiement sont déjà en cours.

QUESTION 9g : SUR L'AMENAGEMENT OU LA DISPONIBILITE D'UN ESPACE POUR LE RACCORDEMENT DE TOUT OPERATEUR AU POINT DE RACCORDEMENT, EN PARTICULIER LORSQUE CELUI-CI EST SITUE DANS LA PARTIE BATIE DE LA PROPRIETE PRIVEE

La proposition de l'ARCEP est raisonnable pour garantir l'ouverture effective des lignes installées à la concurrence dans le cadre de la mutualisation. Par ailleurs, cette solution semble la plus intéressante pour l'immeuble lui-même car les points d'entrée dans un immeuble peuvent être diverses (différentes façades, égout...). Il est pertinent que l'OI organise ou réalise un seul point de brassage commun dans un espace ou dans un local déterminé.